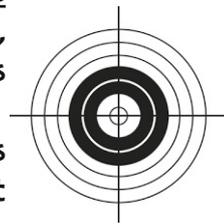


Education prioritaire : la fin ?

AUJOURD'HUI, L'ÉDUCATION PRIORITAIRE EST DE NOUVEAU LA CIBLE D'ATTAQUES :

- Fin de la liste ministérielle des établissements relevant de l'éducation prioritaire (REP et REP+) : à la rentrée prochaine, expérimentation dans l'académie de Lille, Nantes et Marseille des contrats locaux d'établissements, projets afin d'obtenir des moyens auprès des/ ou du rectorats.
- Dans le second degré : des Dotations Globales Horaires honteuses (- 60 heures d'enseignement au collège Georges Sand par exemple...), des moyens clairement insuffisants en AED, AESH ou CPE
- Dans le premier degré, la fin de la pondération, qui selon la loi, donne 18 demi-journées par an aux équipes de REP+, sur temps scolaire, pour faire tourner les écoles.



Le Rectorat ose prétendre que le manque de remplacement est le fait de la crise sanitaire et que les baisses de DGH dans certains établissements seraient dues à la prise en compte des effectifs ULIS. L'administration explique qu'avant, le rectorat était « hors la loi » en ne comptant pas les effectifs ULIS (malgré les nombreuses mobilisations pour cette prise en compte) mais qu'un volet d'heures était pourtant bien alloué à l'enseignement spécialisé depuis des années. Ce volet d'heures servait à l'éducation prioritaire, mais maintenant que ces heures sont fléchées « éducation spécialisée », cela entraîne une baisse de DGH dans l'éducation prioritaire (sic...).

ELLE A BON DOS LA CRISE ! CETTE TENTATIVE D'OPPOSER, TANTÔT SECOND ET PREMIER DEGRÉ, TANTÔT ÉDUCATION PRIORITAIRE ET ÉDUCATION SPÉCIALISÉE, EST ÉCŒURANTE. LE MANQUE DE REMPLACEMENT EST LE FRUIT DE POLITIQUES D'AUSTÉRITÉS ENGAGÉES DEPUIS LONGTEMPS.



L'éducation prioritaire est en danger et ça ne date pas d'hier. Il y a 5 ans déjà, Sud education 31-65 alarmait sur la fin de l'éducation prioritaire. Sous couvert de mixité sociale, le collège Raymond Badiou a ainsi définitivement fermé ses portes depuis la rentrée 2021. Le collège Bellefontaine prépare sa fermeture pour l'année prochaine. Il s'agit d'une politique qui consiste à discréditer un quartier « sensible », à le « réhabiliter » en détruisant les barres les plus problématiques, à le quadriller par les forces de police.

Enlever les collèges, c'est dire aux habitant-es : « vous ne pouvez plus étudier ici... Ici ça n'est pas bon pour vous parce qu'on sait mieux... » et contraindre les enfants habitant ce quartier à se rendre dans des collèges du centre ou en banlieue toulousaine. C'est enlever des moyens et des services publics à celles et ceux pour qui ils sont plus que nécessaires. C'est un moyen de discréditer ces établissements, pour mieux les supprimer.

ALORS QUE DES MOYENS, IL Y EN A, CE SONT DES CHOIX POLITIQUES, DES CHOIX BUDGÉTAIRES. À SUD EDUCATION 31-65 NOUS PENSONS QUE NOUS POUVONS INFLÉCHIR DES CHOIX EN NOTRE FAVEUR EN INSTAURANT UN RAPPORT DE FORCE. MAIS QUI DIT RAPPORT DE FORCE, DIT TRAVAILLEUR-SES EN GRÈVE ET EN ACTION, TRAVAILLEUR-SES DÉTERMINÉ-ES.

**Prenons conscience de la force du collectif,
prenons conscience de notre force.
Nous n'aurons que ce que nous prendrons !**

éducation
Sud
31
65